



## CGT – CFDT – UNSA – SOLIDAIRES – FSU

Pour faire diversion et éviter de traiter les questions sociales sur les salaires et l'emploi, Emmanuel Macron a fait le choix de mettre à l'ordre du jour une nouvelle loi sur l'immigration alors que depuis quarante ans il y a déjà eu 29 réformes.

Le contenu de la loi reprend les principales propositions du Rassemblement national et remet en cause nos principes républicains.

### Une loi xénophobe

- assimilant l'immigration à l'insécurité ;
- stigmatisant l'étranger-e par sa nationalité, sa religion ;
- soutenue par l'extrême droite.

### Une loi en opposition aux valeurs républicaines

- application du principe de préférence nationale pour l'accès aux allocations ;
- remise en cause du droit du sol pour les enfants de parents étrangers ;
- contraire à la Constitution sur de nombreux points.

### Une loi contre les femmes et les familles

- précarisant davantage les femmes qui pour la plupart travaillent dans les métiers souvent dévalorisés ;
- remettant en cause le droit aux APL, aux hébergements d'urgence ;
- remettant en cause l'accès à l'aide médicale d'État ;
- favorisant l'expulsion des enfants.

### Une loi pour le capital

- La précarisation des travailleur·ses étranger·es va permettre de tirer l'ensemble des droits des travailleur·ses vers le bas et contribuer au dumping social.

Il faut rappeler que l'immigration ne coûte pas – c'est au contraire une richesse pour notre pays. Chaque année, les travailleuses et travailleurs étranger·es font rentrer 60 milliards d'euros de cotisations sociales et d'impôts.

**Marchons ensemble, pour gagner des droits pour toutes et tous, pour s'opposer à la loi « immigration », gagner la non-promulgation de la loi, peser sur les décisions du Conseil constitutionnel et obtenir une régularisation de droit de tou·tes les travailleur·ses sans papiers.**

**Le 21 JANVIER 2024, marchons toutes et tous ensemble !**  
**11h PLACE DE LA REPUBLIQUE A CAEN**